



Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 05/05/2026

Publié le 05/05/2026

ID : 059-215903832-20260415-DEL\_26\_26-BF

S'LO

# PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE BUDGET PRIMITIF 2026

## VILLE DE MARLY



## Préambule

L'article L.2313-1 du Code Général des collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. La présente note répond à cette obligation pour la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2026.

Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Par cet acte, le maire, ordonnateur, est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année civile.

Ce rapport a vocation à synthétiser et rendre accessibles les données budgétaires issues des maquettes réglementaires imposées par le cadre légal des différentes instructions budgétaires.

L'article L.2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriale (CGCT) impose la réalisation d'une note brève et synthétique retraçant les informations essentielles du budget primitif 2026.

Le budget 2026 concrétise les orientations de la municipalité dans la continuité des informations contenues dans le rapport d'orientations budgétaires.

La trajectoire financière retenue et une gestion rigoureuse permettent d'appréhender le contexte économique qui nécessite toutefois d'établir des choix forts et cohérents de gestion.

Les projets d'investissements seront poursuivis. La volonté de continuer à renforcer une attractivité favorisera l'amélioration du cadre de vie.

## 1 Le contexte économique et financier

Le budget 2026 reprend les grandes lignes du rapport sur les orientations budgétaires présentées au Conseil Municipal du 02 avril 2026 et est construit en tenant compte des éléments du contexte national, et notamment de la Loi de Finances pour 2026.

Le budget prévisionnel d'une commune doit répondre au principe d'équilibre : le montant des dépenses et des recettes de chacune des sections doit être voté en termes identiques.

L'objectif de maîtrise des charges de fonctionnement reste une priorité afin de préserver notre capacité d'autofinancement et de maintenir un montant de dépenses d'équipements correspondant aux besoins de la commune.

En 2026, la commune maintiendra son choix de faire face à ses dépenses tout en diminuant ses taux d'imposition et en privilégiant des mesures d'économies internes et structurelles. En l'absence du recours à l'augmentation du taux de fiscalité locale, chaque économie possible sera mobilisée pour maintenir la dépense et l'action utile au service des habitants. Cela implique la nécessaire maîtrise de la masse salariale et des dépenses courantes.

## 2 Le budget primitif 2026

### 2.1 Priorités du budget

Le budget 2026 s'appuie sur les orientations suivantes :

- Contenir les dépenses de fonctionnement en garantissant le niveau de service
- Poursuivre la mise en œuvre du PPI et démarrer les nouveaux grands projets du mandat 2026-2032
- Maintenir une forte capacité d'autofinancement
- Baisser la pression fiscale des ménages

L'objectif de maîtrise des charges de fonctionnement reste une priorité afin de préserver notre capacité d'autofinancement et de maintenir un montant de dépenses d'équipements correspondant aux besoins de la commune.

### 2.2 L'équilibre du budget primitif 2026

Le budget 2026 s'équilibre en dépenses et en recettes à 37 796 838.33 € et se répartit comme suit :

- Section de fonctionnement : 18 977 314.89 € (- 1.14% par rapport au BP2025)
- Section d'investissement : 18 819 523.44 € (-20.15% par rapport au BP2025)

## 3 Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à hauteur de 18 977 314.89 €. Les dépenses réelles de fonctionnement sont estimées à 14 364 684.04 € (soit + 0.05 % par rapport au BP2025) et sont financées par des recettes réelles de fonctionnement d'un montant de 15 841 651.68 € (soit - 0.36 % par rapport au BP 2025).

### 3.1 Les dépenses de fonctionnement

Pour 2026, le total des dépenses de fonctionnement s'établit à 18 977 314.89 €, en légère diminution de 1.14% par rapport à 2025. Les dépenses réelles de fonctionnement demeurent globalement stables avec une variation de +0.05% pour atteindre 14 364 684.04 € dans un contexte inflationniste, notamment sur les dépenses énergétiques et les prestations de services.

Les dépenses de personnel diminuent de 7.15% et traduisent un effort de maîtrise de la masse salariale. Les charges financières sont en progression de 7.53 % mais elles incluent les intérêts des éventuels emprunts à souscrire en 2026.

Chapitres	BP2020	BP2021	BP2022	BP2023	BP2024	BP2025	BP2026	Variation BP2026/BP2025
011 - Charges à caractère général	3 918 720,00 €	3 612 173,68 €	3 716 973,09 €	5 083 192,38 €	4 352 240,00 €	4 291 475,85 €	5 099 080,00 €	18,82%
012 - Charges de personnel, frais assimilés	9 032 100,00 €	8 890 000,00 €	8 294 095,21 €	8 044 547,05 €	8 525 650,40 €	7 981 493,00 €	7 410 876,42 €	-7,15%
022 Dépenses imprévues	770,24 €							
65 : Autres charges	896 553,59 €	1 135 260,00 €	1 247 830,89 €	1 162 863,44 €	1 283 259,00 €	1 555 953,00 €	1 405 433,62 €	-9,67%
66 : Charges financières	334 003,60 €	304 096,91 €	254 965,82 €	376 151,74 €	335 539,71 €	383 844,90 €	412 739,00 €	7,53%
67 : Charges exceptionnelles	49 662,00 €	22 510,00 €	26 750,00 €	28 510,00 €	35 000,00 €	59 700,00 €	2 500,00 €	-95,81%
68 : Dotations aux provisions		40 007,40 €	220 000,79 €	322 441,05 €	320 000,00 €	85 000,00 €	34 055,00 €	-59,94%
<b>TOTAL DEPENSE RELLE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>14 231 809,43 €</b>	<b>14 004 047,99 €</b>	<b>13 760 615,80 €</b>	<b>15 017 705,66 €</b>	<b>14 851 689,11 €</b>	<b>14 357 466,75 €</b>	<b>14 364 684,04 €</b>	<b>0,05%</b>
023 Virement à la section d'investissement	1 496 460,46 €	1 697 869,36 €	3 205 394,56 €	2 535 471,71 €	4 516 639,96 €	4 480 626,61 €	4 044 030,85 €	-9,74%
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	350 408,14 €	336 622,33 €	331 780,86 €	245 999,64 €	272 640,00 €	358 920,00 €	568 600,00 €	58,42%
<b>TOTAL DEPENSE ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 846 868,60 €</b>	<b>2 034 491,69 €</b>	<b>3 537 175,42 €</b>	<b>2 781 471,35 €</b>	<b>4 789 279,96 €</b>	<b>4 839 546,61 €</b>	<b>4 612 630,85 €</b>	<b>-4,69%</b>
<b>TOTAL DEPENSE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>16 078 678,03 €</b>	<b>16 038 539,68 €</b>	<b>17 297 791,22 €</b>	<b>17 799 177,01 €</b>	<b>19 640 969,07 €</b>	<b>19 197 013,36 €</b>	<b>18 977 314,89 €</b>	<b>-1,14%</b>

## Répartition des dépenses réelles de fonctionn

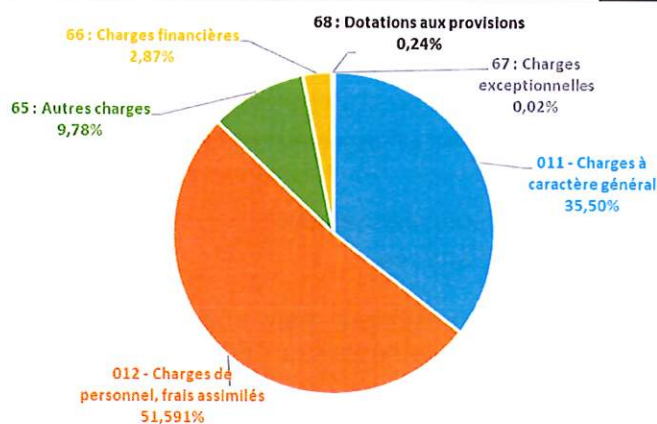
Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 05/05/2026

Publié le 05/05/2026



ID : 059-215903832-20260415-DEL\_26\_26-BF



### 3.2 Les recettes de fonctionnement

En 2026, les recettes de fonctionnement s'établissent à 18 977 314.89 €. Les recettes réelles de fonctionnement atteignent 15 841 651.68 €, en légère baisse de 0.36 % par rapport au BP 2025.

Chapitres	BP2020	BP2021	BP2022	BP2023	BP2024	BP2025	BP2026	Variation BP2026/BP2025
013 - Atténuations de charges	111 000,00 €	39 744,00 €	180 000,00 €	126 000,00 €	50 431,72 €	42 300,00 €	49 300,00 €	16,55%
70 - Produits services, domaine et ventes div	553 350,00 €	386 758,68 €	484 217,00 €	566 634,02 €	702 470,00 €	568 580,00 €	583 580,00 €	2,64%
73 - Impôts et taxes	9 236 432,00 €	9 141 121,00 €	9 392 575,00 €	8 848 957,00 €	2 549 383,00 €	2 534 213,00 €	2 518 465,00 €	-0,62%
731 Fiscalité locale					7 369 708,00 €	7 270 433,13 €	7 264 670,00 €	-0,08%
74 - Dotations et participations	5 248 567,00 €	5 302 487,00 €	5 024 718,00 €	5 149 546,29 €	5 249 507,40 €	5 379 826,00 €	5 289 636,68 €	-1,68%
75 - Autres produits de gestion courante	110 820,00 €	72 000,00 €	72 707,72 €	63 545,00 €	42 741,51 €	63 021,00 €	105 340,00 €	67,15%
77 - Produits exceptionnels	31 937,00 €	16 500,00 €	30 000,00 €	15 000,00 €	5 000,00 €	15 000,00 €	2 500,00 €	-83,33%
78 - Reprises provisions semi-budgétaires				4 222,00 €	21 118,00 €	25 000,00 €	28 160,00 €	12,64%
<b>TOTAL RECETTE REELLE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>15 292 106,00 €</b>	<b>14 958 610,68 €</b>	<b>15 184 217,72 €</b>	<b>14 773 904,31 €</b>	<b>15 990 359,63 €</b>	<b>15 898 373,13 €</b>	<b>15 841 651,68 €</b>	<b>-0,36%</b>
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	50 000,00 €	191 937,00 €	191 937,00 €	1 967,03 €		11 500,00 €	30 141,00 €	162,10%
<b>TOTAL RECETTE ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>50 000,00 €</b>	<b>191 937,00 €</b>	<b>191 937,00 €</b>	<b>1 967,03 €</b>	<b>- €</b>	<b>11 500,00 €</b>	<b>30 141,00 €</b>	<b>162,10%</b>
002 Résultat de fonctionnement reporté	736 572,03 €	887 992,00 €	1 921 636,50 €	3 023 305,67 €	3 650 609,44 €	3 287 140,23 €	3 105 522,21 €	-5,53%
<b>TOTAL RECETTE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>16 078 678,03 €</b>	<b>16 038 539,68 €</b>	<b>17 297 791,22 €</b>	<b>17 799 177,01 €</b>	<b>19 640 969,07 €</b>	<b>19 197 013,36 €</b>	<b>18 977 314,89 €</b>	<b>-1,14%</b>

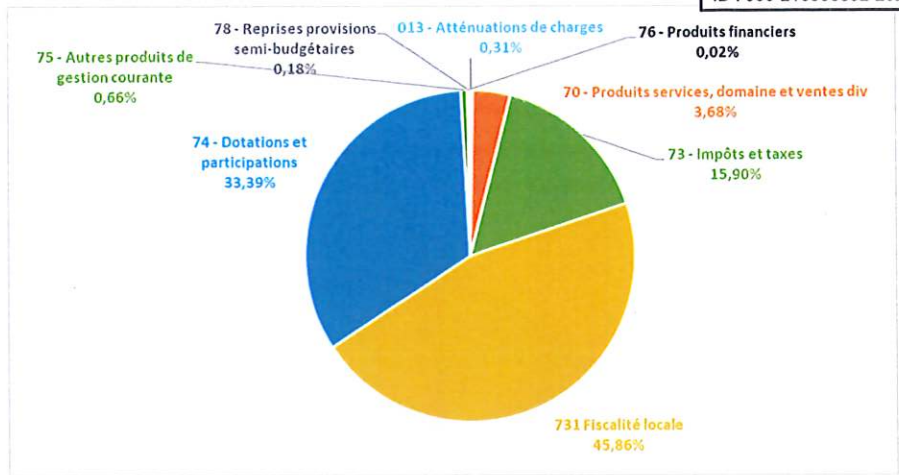
Les produits des services et du domaine (chapitre 70) progressent de 2.64 % pour s'établir à 583 580 € et comprennent principalement les redevances des services éducatifs, culturels, le remboursement de la mise à disposition de personnel communal au centre-social, les redevances d'occupation du domaine public.

Le chapitre 73 « impôts et taxes » diminue de 0.62 % et concerne l'attribution de compensation, les fonds de péréquation et la dotation de solidarité communautaire. La fiscalité locale (chapitre 731) s'élève à 7 264 670 € et comprend les produits de la fiscalité directe locale ainsi que les allocations compensatrices. Ce chapitre reste globalement stable avec une légère diminution de 0.08%.

Les dotations et participations (chapitre 74) diminuent de 1.68 % traduisant une légère contraction de la participation de l'Etat. Les dotations et participations s'établissent à 5 289 636.68 € dont 4 101 706 € issus de la DGF (Dotation Globale de Fonctionnement). Ce chapitre comprend également le FCTVA ainsi que les autres dotations versées (CAF, allocations compensatrices, dotation de recensement...).

Le chapitre 75 « autres produits de gestion courante » s'établit à 105 340 € soit + 67.15% et comprend les redevances et loyers perçus par la commune et les remboursements d'assurances.

## Répartition des recettes réelles de fonctionnement



Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, la section de fonctionnement dégage un virement de 4 480 626.61 € au profit de la section d'investissement.

## 4 La section d'investissement

La section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen et long terme et s'équilibre à 18 819 523.44 € soit -20.15 % par rapport au BP 2025.

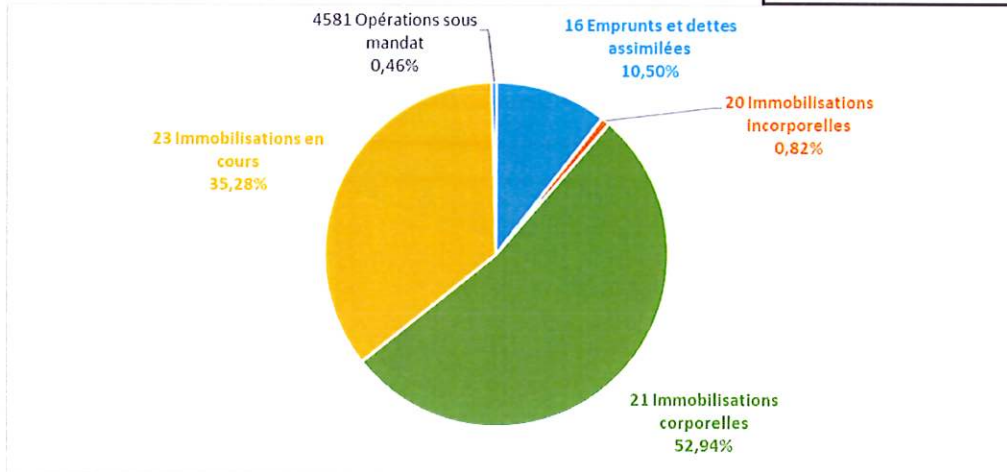
### 4.1 Les dépenses d'investissement

Chapitres	BP2020	BP2021	BP2022	BP2023	BP2024	BP2025	BP2026	Variation BP2026/BP2025
16 Emprunts et dettes assimilées	821 550,00 €	850 161,00 €	902 216,01 €	1 500 000,00 €	1 222 725,40 €	1 437 282,00 €	1 595 531,71 €	11,01%
20 Immobilisations incorporelles	64 830,00 €	27 528,00 €	15 000,00 €	14 300,00 €	14 268,00 €	22 000,00 €	125 000,00 €	468,18%
21 Immobilisations corporelles	638 331,00 €	988 874,19 €	2 226 259,94 €	2 974 923,88 €	2 147 618,72 €	4 618 003,43 €	8 043 568,94 €	74,18%
23 Immobilisations en cours	2 127 732,00 €	1 850 068,26 €	3 858 948,07 €	7 800 962,49 €	13 431 786,57 €	12 725 953,00 €	5 360 630,00 €	-57,88%
4581 Opérations sous mandat		121 518,82 €					69 472,82 €	
<b>TOTAL DEPENSE REELLE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 652 443,00 €</b>	<b>3 838 150,27 €</b>	<b>7 002 424,02 €</b>	<b>12 290 186,37 €</b>	<b>16 816 398,69 €</b>	<b>18 803 238,43 €</b>	<b>15 194 203,47 €</b>	<b>-19,19%</b>
040 Opération d'ordre de transfert entre sections	1 937,00 €	1 937,00 €	191 937,00 €	1 967,03 €		11 500,00 €	30 141,00 €	162,10%
041 Opérations patrimoniales	91 838,00 €				120 000,00 €	836 316,00 €	60 000,00 €	-92,83%
<b>TOTAL DEPENSE ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>93 775,00 €</b>	<b>1 937,00 €</b>	<b>191 937,00 €</b>	<b>1 967,03 €</b>	<b>120 000,00 €</b>	<b>847 816,00 €</b>	<b>90 141,00 €</b>	<b>-89,37%</b>
001 Excédent investissement reporté	1 268 858,96 €	1 765 366,32 €	648 132,66 €	844 998,07 €	1 375 685,14 €	3 916 810,86 €	3 535 178,97 €	-9,74%
<b>TOTAL DEPENSE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>5 015 076,96 €</b>	<b>5 605 453,59 €</b>	<b>7 842 493,68 €</b>	<b>13 137 151,47 €</b>	<b>18 312 083,83 €</b>	<b>23 567 865,29 €</b>	<b>18 819 523,44 €</b>	<b>-20,15%</b>

Outre le remboursement en capital de la dette pour 1 595 531.71 €, une enveloppe d'environ 13.5 M € est consacrée aux travaux et aux achats d'équipements qui seront répartis de la façon suivante :

- les investissements utilisés dans le cadre d'opération d'entretien, de maintenance, de renouvellement de matériel, d'achat de véhicules.
- La poursuite des opérations de 2025 telles que :
  - o L'aménagement de la rue Jean-Jaurès
  - o La continuité d'installation de la vidéoprotection,
  - o La création du parc urbain de la Rhônelle.
  - o L'aménagement des espaces publics de la Briquette,
  - o L'aménagement du cimetière,
  - o Des travaux d'éclairages dans les équipements sportifs

## Répartition des dépenses réelles d'investissement



## 4.2 Les recettes d'investissement

En 2026, les recettes d'investissement s'établissent à 18 819 523.44 €, en baisse de 20.15 % par rapport au BP 2025.

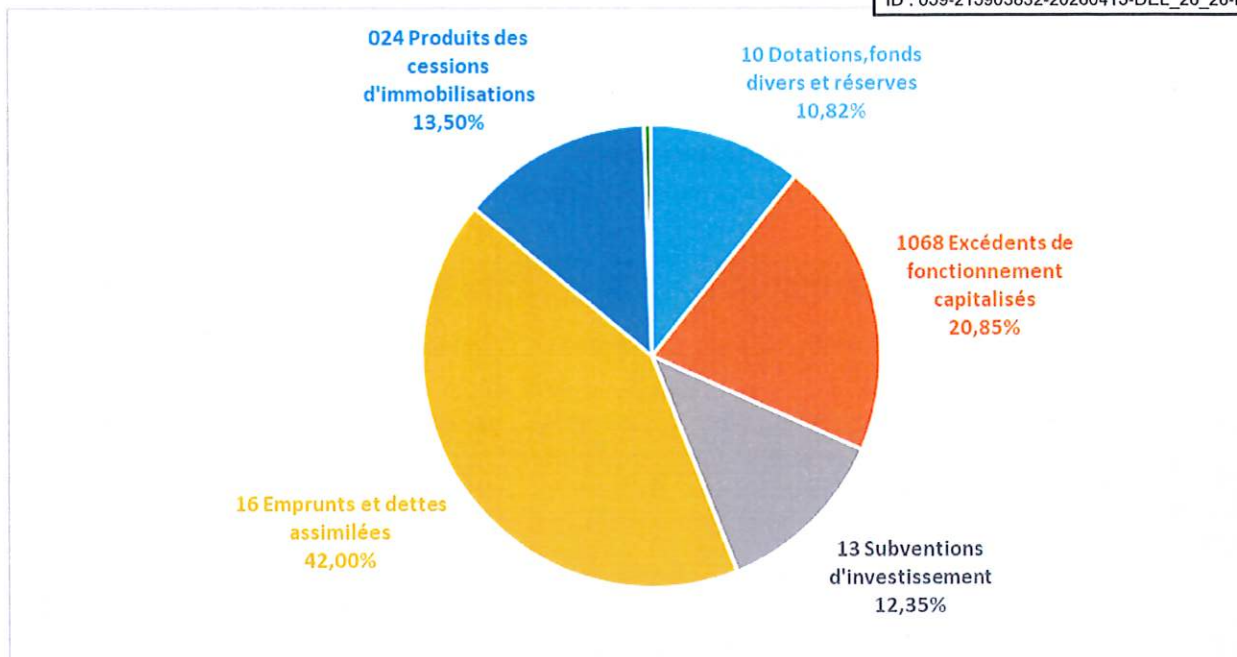
Chapitres	BP2020	BP2021	BP2022	BP2023	BP2024	BP2025	BP2026	Variation BP2026/BP2025
10 Dotations, fonds divers et réserves	351 689,40 €	500 000,00 €	438 000,00 €	228 216,10 €	479 799,21 €	630 000,00 €	1 530 392,19 €	142,92%
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	1 615 658,96 €	1 637 894,11 €	1 401 899,30 €	1 058 999,11 €	3 001 216,75 €	3 763 256,87 €	2 948 927,13 €	-21,64%
13 Subventions d'investissement	1 100 700,00 €	942 131,91 €	962 368,96 €	3 298 414,91 €	4 956 237,91 €	6 102 774,00 €	1 747 300,75 €	-71,37%
16 Emprunts et dettes assimilées		139 317,05 €	600 000,00 €	5 000 000,00 €	4 000 000,00 €	6 436 221,81 €	5 941 049,72 €	-7,69%
024 Produits des cessions d'immobilisations	2 642,00 €	230 100,00 €	903 050,00 €	770 050,00 €	830 550,00 €	959 750,00 €	1 909 750,00 €	98,98%
4582 Opérations sous mandat		121 518,82 €					69 472,80 €	
23 - Immobilisations en cours					65 000,00 €			
27 Autres immobilisations financières					70 000,00 €			
<b>TOTAL RECETTE REELLE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 070 690,36 €</b>	<b>3 570 961,90 €</b>	<b>4 305 318,26 €</b>	<b>10 355 680,12 €</b>	<b>13 402 803,87 €</b>	<b>17 892 002,68 €</b>	<b>14 146 892,59 €</b>	<b>-20,93%</b>
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	350 408,14 €	336 622,33 €	331 780,86 €	245 999,64 €	272 640,00 €	358 920,00 €	568 600,00 €	58,42%
041 opérations patrimoniales	97 518,00 €				120 000,00 €	836 316,00 €	60 000,00 €	-92,83%
021 Virement de la section de fonctionnement	1 496 460,46 €	1 697 869,36 €	3 205 394,56 €	2 535 471,71 €	4 516 639,96 €	4 480 626,61 €	4 044 030,85 €	-9,74%
<b>TOTAL RECETTE ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 944 386,60 €</b>	<b>2 034 491,69 €</b>	<b>3 537 175,42 €</b>	<b>2 781 471,35 €</b>	<b>4 909 279,96 €</b>	<b>5 675 862,61 €</b>	<b>4 672 630,85 €</b>	<b>-17,68%</b>
<b>TOTAL RECETTE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>5 015 076,96 €</b>	<b>5 605 453,59 €</b>	<b>7 842 493,68 €</b>	<b>13 137 151,47 €</b>	<b>18 312 083,83 €</b>	<b>23 567 865,29 €</b>	<b>18 819 523,44 €</b>	<b>-20,15%</b>

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 14 146 892.59 € et incluent, les produits de la taxe d'aménagement, les amendes de police, le FCTVA, les subventions et le recours à l'emprunt.

Les subventions à percevoir s'élèvent à 1 747 300.75 € et concernent les soldes des travaux du groupe scolaire Hélène Carrère d'Encausse, du groupe scolaire Jules Henri Lengrand, de l'hôtel de police et des aménagements de la rue Jean-Jaurès.

Un emprunt de 5 941 049 € serait mobilisé pour les dépenses d'équipement qui s'établissent à 13 529 198 €.

## Répartition des recettes réelles d'investissement



## 5 L'imposition directe locale

L'Etat revalorise chaque année les valeurs locatives cadastrales, pour 2026, les bases fiscales augmentent de 0.8 %. La municipalité, quant à elle, décide de contenir cette pression fiscale sur les ménages en poursuivant la baisse des impôts fonciers.

Les taux communaux ont évolué de la manière suivante :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties :

Le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties proposé est de 48.67 % soit une diminution de 1.98 %. Le produit fiscal attendu s'élèverait à 5 834 776€.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TFPB	54,47%	53,47%	52,47%	51,47%	50,47%	49,47%	48,97%

- Taxe foncière sur les propriétés non bâties :

Le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties serait maintenu à 70.31 % Le produit fiscal attendu s'élèverait à 44 084 €.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TFPNB	74,31%	73,31%	72,31%	71,31%	70,31%	70,31%	70,31%

- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires :

Le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) serait maintenu à 20.11 %. Le produit fiscal attendu s'élèverait à 24 776 €.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
THRS				22,11%	21,11%	20,11%	20,11%

## 6 L'emprunt

Envoyé en préfecture le 05/05/2026  
 Reçu en préfecture le 05/05/2026  
 Publié le 05/05/2026  
 ID : 059-215903832-20260415-DEL\_26\_26-BF

La commune dispose actuellement de 14 emprunts dont le PPP (Partenariat Public Privé : éclairage public).

L'encours de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2026 est de 12 810 594.63 €.

Référence	Prêteur	Montant initial	Année de réalisation	Date de fin	Capital restant dû	Durée (A)	Taux	Risque de taux
000062	Société Générale	1 400 000,00 €	2005	30/06/2027	166 235,29 €	20	(Euribor 12M-0.18)-Floor à 3.74 activant à 2 sur Euribor 12M	Barrière
Refin-Lot 2	Caisse Française de Financement Local	3 444 790,61 €	2008	01/03/2028	752 757,31 €	19	Taux fixe 4.46% à barrière 5.78487% sur SOFR 1Y(Postfixé) (Marge de 0.69513%)	Barrière hors zone EUR
PPP	PPP	2 346 238,30 €	2012	31/12/2026	212 333,81 €	14	Autre...	Fixe
4369339	Caisse d'Epargne	500 000,00 €	2014	25/12/2029	148 281,90 €	15	Taux fixe à 2 %	Fixe
MON283277EUR	ARKEA	1 913 029,17 €	2015	01/01/2027	243 909,80 €	12	Taux fixe à 3.95 %	Fixe
MIN510512EUR	La Banque Postale	1 500 000,00 €	2016	01/06/2031	598 740,64 €	15	Taux fixe à 1.85 %	Fixe
Lot 1 Ream	Caisse Française de Financement Local	2 445 049,98 €	2017	01/09/2028	741 636,20 €	11	Taux fixe à 4.19 %	Fixe
MON522515EUR	La Banque Postale	1 500 000,00 €	2018	01/07/2033	775 000,00 €	15	Taux fixe à 1.35 %	Fixe
201802039	CAF	139 317,06 €	2021	01/03/2031	83 590,22 €	10	Taux fixe à 0 %	Fixe
10002341761	CREDIT AGRICOLE	1 250 000,00 €	2022	10/08/2037	1 005 937,47 €	15	Taux fixe à 1.73 %	Fixe
MON546278EUR	La Banque Postale	1 500 000,00 €	2023	01/01/2044	1 368 750,00 €	20	Taux fixe à 4.04 %	Fixe
MON549687EUR	La Banque Postale	2 500 000,00 €	2024	01/01/2045	2 406 250,00 €	20	Taux fixe à 3,39 %	Fixe
5675242	Banque des Territoires	2 500 000,00 €	2025	01/07/2050	2 475 000,00 €	25	Livret A à 2,1%	Livret A
MON552166	La Banque Postale	2 000 000,00 €	2025	01/08/2050	1 980 000,00 €	25	Euribor 3 mois	Variable